

RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME – TOGO

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Togo est une république gouvernée par le président Faure Gnassingbé, réélu en avril 2015 au cours d'élections décrites par les observateurs internationaux comme globalement libres et équitables. En 2013, l'Unir, parti au pouvoir, a remporté 62 des 91 sièges à l'Assemblée nationale. Les observateurs nationaux et internationaux qui ont suivi l'élection l'ont décrite comme globalement libre, équitable, transparente et pacifique, malgré quelques insuffisances logistiques.

Les autorités civiles n'ont parfois pas maintenu un contrôle efficace des forces de sécurité.

Les principaux problèmes en matière de droits de l'homme étaient notamment les suivants : surpopulation carcérale, conditions carcérales dures et délétères, détentions provisoires prolongées et corruption et impunité au sein de la fonction publique.

L'influence de l'exécutif sur le judiciaire, des restrictions à la liberté de la presse et la liberté de réunion imposées par le gouvernement, les viols, la violence et la discrimination envers les femmes, des cas de maltraitance d'enfants, notamment des mutilations génitales féminines/excisions et l'exploitation sexuelle, et la traite des personnes ont constitué d'autres exemples de violations des droits de l'homme. Les personnes handicapées, certains groupes régionaux et ethniques, ainsi que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) ont continué d'être victimes de la discrimination de la société et des responsables publics. Le travail des enfants, notamment le travail forcé, a également constitué un problème.

Le gouvernement a pris des mesures limitées pour poursuivre ou sanctionner les responsables publics qui se sont rendus coupables d'exactions. L'impunité était problématique.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

b. Disparitions

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, et il n'a été fait état d'aucun cas où des responsables publics y auraient eu recours. En novembre 2015, l'Assemblée nationale a adopté une révision du code pénal, qui définit la torture comme « tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit ». Le 29 septembre, l'Assemblée nationale a amendé le code pénal pour en éliminer la prescription pour la torture. Toute condamnation pour torture est passible d'une peine de 30 à 50 ans de prison et d'une amende de 25 à 100 millions de francs CFA (de 42 560 à 170 242 dollars É.-U.).

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions carcérales sont demeurées dures et délétères en raison de la surpopulation grave, de conditions sanitaires médiocres, de la présence de maladies et d'une alimentation peu saine. Il a été signalé que les responsables des établissements carcéraux refusaient parfois aux prisonniers l'accès au traitement médical.

Conditions matérielles : La surpopulation était problématique. En 2015, on comptait 4 427 prisonniers et personnes en détention provisoire (dont 118 femmes) dans 12 prisons et centres de détention conçus pour en héberger 2 720. Les femmes étaient souvent placées sous la surveillance de gardiens hommes. Par ailleurs, 27 délinquants juvéniles étaient détenus dans les cellules de la brigade des mineurs. Les autorités confiaient les jeunes enfants des détenues et prisonnières à des garderies privées recevant une assistance publique. Les personnes en détention provisoire et les condamnés étaient détenus dans les mêmes locaux. Les

établissements médicaux, la nourriture, l'hygiène, la ventilation et l'éclairage étaient insuffisants, voire inexistantes ; les prisonniers n'avaient pas accès à de l'eau potable et les maladies étaient répandues.

Au cours de l'année, 27 prisonniers sont décédés de diverses causes, notamment du paludisme.

Administration pénitentiaire : La tenue des registres des prisons laissait à désirer. Il n'existait pas de peines de substitution à l'incarcération, même pour les prisonniers non violents. Un grand nombre d'individus en détention provisoire pouvaient, en vertu d'une disposition de la loi, prétendre à être libérés pour avoir déjà purgé la moitié de leur peine de prison correspondant à l'accusation, mais comme l'administration pénitentiaire ne consignait pas les accusations retenues, les responsables ne savaient pas lesquels étaient concernés. Il n'existait pas de médiateurs pour aider les prisonniers et détenus à trouver une solution à leurs griefs.

Les autorités permettaient aux prisonniers et aux détenus de déposer des plaintes non censurées auprès des autorités judiciaires pour demander une enquête en cas d'allégations crédibles de conditions inhumaines, mais elles donnaient rarement suite avec des enquêtes, et lorsque c'était le cas, elles ne rendaient pas leurs conclusions publiques. Le gouvernement a rarement exercé une surveillance et mené des enquêtes sur les allégations de conditions carcérales inhumaines.

Surveillance indépendante : Les organisations non gouvernementales (ONG) locales accréditées par le ministère de la Justice ont effectué des visites dans les prisons. Elles étaient en général indépendantes et opéraient sans ingérence gouvernementale. Le gouvernement exigeait des ONG internationales qu'elles négocient un accord avec lui pour obtenir un tel accès, ce qui a été le cas du Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales de défense des droits de l'homme. Le gouvernement organise la « semaine du détenu », programme annuel dans le cadre duquel les prisons et centres de détention sont ouverts au public pour permettre aux visiteurs de voir de leurs propres yeux les conditions dures et parfois déplorables de la vie en prison.

Améliorations : Les autorités ont mis en place différentes mesures pour réduire la surpopulation carcérale, notamment la remise en liberté conditionnelle.

Ainsi, le 21 septembre, le gouvernement a inauguré une prison moderne à Kpamilé, à environ 130 km au nord-ouest de Lomé. Conçue pour héberger un

millier de prisonniers, elle devait réduire la surpopulation carcérale de la prison civile de Lomé de jusqu'à 40 %. Elle est équipée d'un terrain de sport, d'un réfectoire et de différents ateliers.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et, dans l'ensemble, le gouvernement a respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale et la gendarmerie sont responsables de l'application de la loi et du maintien de l'ordre public dans le pays ; la gendarmerie est responsable de la gestion des migrations et du contrôle des frontières. L'Agence nationale de renseignement (ANR) fournissait des renseignements à la police et à la gendarmerie, mais elle n'avait pas de responsabilités en matière de gestion de la sécurité intérieure ou d'établissements carcéraux. La police relève du ministère de la Sécurité et de la Protection civile (MSPC), qui rend compte au Premier ministre. La gendarmerie relève du ministère de la Défense mais rend également compte au MSPC sur les questions d'application des lois et de sécurité. Le ministère de la Défense, quant à lui, placé sous l'autorité directe du président, dirige l'armée. En novembre 2015, les forces de sécurité ont réagi aux manifestations devenues violentes dans la ville de Mango, dans le nord du pays. Les violences ont fait suite à des affrontements entre des agents des forces de l'ordre et des manifestants, faisant au moins sept morts chez ces derniers ; un policier a également été pendu. L'intervention des forces de sécurité a duré une journée, au cours de laquelle un autre manifestant a été tué.

Bien souvent, la police n'est pas intervenue en cas de violence sociale. Ainsi, le 30 janvier, un voleur de moto présumé a été brûlé vif par une foule en colère à Lomé.

La corruption et le manque d'efficacité étaient endémiques dans la police, et l'impunité problématique. Il a été fait état de policiers faisant un usage abusif de leur pouvoir d'arrestation à des fins personnelles. Les cas d'exactions commises par des membres des forces de sécurité étaient sujets à des enquêtes disciplinaires en interne et des poursuites de la part du ministère de la Justice, mais de telles mesures ont rarement été prises. En général, le gouvernement n'a pas enquêté sur les cas d'abus ni puni effectivement les coupables. Il n'existait pas de programmes notamment de formation visant à accroître le respect des droits de l'homme.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Il n'a pas été fait état de détentions arbitraires secrètes sans mandat. La loi autorise les juges, les policiers haut gradés, les préfets et les maires à délivrer des mandats d'arrêt. Les personnes détenues ont le droit d'être informées des charges retenues contre elles et la police a globalement respecté ce droit. La loi stipule qu'un juge d'exception doit être responsable de l'instruction de l'affaire afin de déterminer la pertinence des preuves et fixer le montant de la caution ; cependant, les autorités gardaient souvent les individus en détention sans caution pendant de longues périodes sans se soucier de la décision d'un juge. Les avocats et les membres des familles ont le droit de voir un détenu après 48 à 96 heures de détention provisoire, mais les autorités ont souvent retardé l'échéance et ont parfois carrément refusé cet accès. Tous les prévenus ont droit à un avocat et le barreau en a parfois fourni un aux indigents accusés de crimes. La loi confère aux accusés indigents le droit à une représentation juridique gratuite, mais le gouvernement n'a fourni qu'une partie du financement nécessaire à sa mise en œuvre.

Arrestations arbitraires : Il y a eu deux cas d'arrestations arbitraires de personnes ayant participé à des manifestations autorisées. Le 1^{er} avril, deux manifestants ont été arrêtés à Dapaong pour avoir critiqué les festivités de la fête nationale et réclamé que justice soit faite pour les sept personnes tuées au cours des affrontements entre les forces de l'ordre et les protestataires à Mango, en novembre 2015. À la suite de leur arrestation, les autorités ont également détenu deux autres manifestants, avant de les inculper pour troubles de l'ordre public, résistance à une arrestation et destruction de biens publics. Le 6 septembre, les autorités ont relâché les quatre individus. Bien que les accusations n'aient pas été abandonnées, en fin d'année, aucune poursuite n'avait encore été engagée contre eux.

Détention provisoire : Le nombre insuffisant de juges et de personnel qualifié ainsi que l'inaction des autorités ont souvent entraîné de longues détentions provisoires, plus longues que les peines de prison qu'auraient reçues les individus concernés s'ils avaient été jugés et condamnés. Les personnes en détention provisoire et préventive, au nombre de 2 800, représentaient 63 % de l'ensemble de la population carcérale.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : La Constitution et la loi garantissent le droit d'une personne arrêtée ou détenue de contester la légalité de sa détention pour quelque motif que ce soit,

notamment pénal. En cas de détention illégale, une personne peut demander des dommages-intérêts.

e. Déni de procès public et équitable

Bien que la Constitution prévoie l'indépendance du judiciaire, l'exécutif a continué d'exercer sur lui un certain contrôle. La corruption est demeurée problématique dans le judiciaire. Le sentiment général était que les avocats soudoyaient les juges pour influencer leurs verdicts. Le système judiciaire est resté surchargé et en sous-effectif.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution garantit le droit à un procès impartial, mais l'influence de l'exécutif sur le judiciaire a entravé l'exercice de ce droit. Le système judiciaire repose sur une combinaison du droit coutumier et du code Napoléon pour juger les affaires civiles et pénales. Les prévenus ont le droit à la présomption d'innocence et de recevoir rapidement des informations détaillées sur les charges retenues contre eux, avec service d'interprétation gratuit si nécessaire depuis la mise en accusation jusqu'à la fin du dernier appel. Ils ont également le droit d'avoir un procès équitable sans retard indu, de consulter un avocat de leur choix et de bénéficier des délais et de locaux nécessaires à la préparation de leur défense. Les procès étaient ouverts au public, avec jurys. Les prévenus ont également le droit d'être présents à leur procès, de confronter les témoins à charge et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. En revanche, bien que les prévenus aient le droit d'avoir accès aux pièces à conviction pertinentes détenues par le Parquet dans le cadre de leur affaire, ce droit n'a pas été respecté. Ils ont également le droit de ne pas témoigner et de ne pas avouer leur culpabilité. Les condamnés ont le droit de faire appel. Les pouvoirs publics ont généralement respecté la plupart de ces droits, y compris pour les femmes, les membres de groupes autochtones, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Dans les zones rurales, le chef du village ou un conseil des sages est habilité à juger des affaires civiles ou pénales mineures. Les individus qui refusent l'autorité des tribunaux coutumiers peuvent saisir les tribunaux ordinaires.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

La Constitution et la loi prévoient des recours civils et administratifs en cas de méfaits, mais le judiciaire n'a pas respecté ces dispositions et les citoyens, pour la plupart, en ignoraient l'existence. Certaines affaires présentées devant la cour de justice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO) ont par le passé abouti à des jugements que l'État n'a pas appliqués.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes et aucun rapport n'a fait état du non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Bien que la Constitution garantisse la liberté d'expression et la liberté de la presse, les pouvoirs publics ont limité ces droits. Par ailleurs, la loi impose des sanctions à l'encontre de journalistes dont on estime qu'ils se sont rendus coupables de « graves erreurs » telles que définies dans le code des médias.

Censure ou restrictions concernant le contenu : La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) est un organe chargé par la Constitution d'attribuer les fréquences aux chaînes de télévision et aux stations de radio privées et de veiller à la liberté de la presse et des normes journalistiques éthiques. En cas de violations du code de la presse, elle a le pouvoir d'imposer des peines, comme l'interruption de publications jusqu'à six mois, l'annulation de cartes de presse et la confiscation du matériel des journalistes.

Liberté d'accès à internet

L'État n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ou censuré le contenu en ligne, et aucun rapport crédible n'a signalé qu'il surveillait les communications privées en ligne sans autorisation judiciaire appropriée. Selon l'Union internationale des télécommunications, en 2015, 7,1 % des Togolais utilisaient internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La liberté de réunion et d'association est garantie par la Constitution et la loi et, en général, les autorités ont respecté ce droit.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

Bien que la loi assure la liberté de circulation interne, de voyage à l'étranger, d'émigration et de rapatriement, l'État a restreint certains de ces droits.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations humanitaires en vue d'apporter protection et secours aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes en situation préoccupante.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les forces de sécurité arrêtaient régulièrement des automobilistes sous prétexte de soi-disant violations du code de la route de manière à obtenir des pots-de-vin.

Protection des réfugiés

Accès à l'asile : Le 3 mars, l'Assemblée nationale a adopté une loi en conformité avec la Convention de Genève qui définit le processus de détermination du statut de réfugié, et créé une commission d'appel. Cette loi définit le statut de réfugié et accorde aux réfugiés protection, droits et devoirs. Elle a également créé deux commissions, la Commission de recours (CR) et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), dont le secrétariat permanent est assuré par la Coordination nationale d'assistance aux réfugiés. Le ministère de la Sécurité et de la Protection

civile préside la CNR, composée de représentants de neuf ministères, et dirige la CR, composée de représentants de sept ministères.

Solutions durables : Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour aider au rapatriement volontaire et en toute sécurité des réfugiés dans leur pays d'origine. Le gouvernement a ainsi aidé au rapatriement de 29 réfugiés.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution donne aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement par la voie d'élections périodiques libres et équitables, à bulletin secret, au suffrage universel et égal, et les citoyens ont exercé ce droit.

Élections et participation à la vie politique

Élections récentes : En avril 2015, le président Faure Gnassingbé a été réélu pour un troisième quinquennat avec 59 % des voix. Les observateurs nationaux et internationaux qui ont suivi l'élection l'ont décrite comme globalement libre, équitable, transparente et pacifique, malgré quelques insuffisances logistiques. Les forces de sécurité ne se sont pas ingérées dans le vote ou dans d'autres aspects du processus électoral ; elles n'ont joué aucun rôle et le jour de l'élection, elles sont restées cantonnées dans leurs casernes.

Partis politiques et participation à la vie politique : L'Unir, parti politique, a dominé la vie politique et contrôlé fermement l'ensemble des différents échelons de l'État. L'adhésion à ce parti conférait certains avantages, notamment un meilleur accès aux emplois publics.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne restreint la participation des femmes et des minorités. Cependant, certains observateurs étaient d'avis que les pratiques culturelles et traditionnelles empêchaient les femmes de voter, de se présenter aux élections, de faire office d'observateurs électoraux ou de participer d'autres manières à la vie politique au même titre que les hommes. Par exemple, seulement 17,6 % des parlementaires étaient des femmes (16 sur 91). Les membres des groupes ethniques du sud du pays sont restés sous-représentés au niveau de l'État et des forces armées.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales contre les responsables publics coupables de corruption ; cependant, l'État ne l'a pas appliquée dans la pratique et les responsables publics se sont souvent rendus coupables de corruption en toute impunité.

L'organisme officiellement responsable de la lutte contre la corruption, la Commission nationale de lutte contre la corruption et le sabotage économique, ne disposait toujours pas d'un mandat juridique spécifique pour lutter contre la corruption et est resté inactif. D'autres organismes publics, tels que la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances, enquêtaient et auditaient les institutions publiques, mais disposaient de moyens limités et ne publiaient guère de résultats. Les pouvoirs publics ont mis en place des lignes d'appel gratuites et de messagerie pour que les citoyens puissent signaler les cas de corruption.

En août 2015, l'Assemblée nationale a adopté une loi créant la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption, organisme indépendant regroupant sept personnes qui a pour objectif, entre autres responsabilités, d'entendre les plaintes de corruption et de les transmettre aux autorités judiciaires, de travailler avec le pouvoir judiciaire pour renforcer les pratiques de lutte contre la corruption, de sensibiliser le public et de veiller au respect de la législation anticorruption par les fonctionnaires. En fin d'année, le gouvernement n'avait pas encore nommé les membres du conseil.

Corruption : La corruption des fonctionnaires était la plus grave dans les prisons, la police et le judiciaire. Ainsi, le 11 août, le Conseil supérieur de la magistrature a reconnu le président de la Cour d'appel de Lomé coupable d'avoir abusé de son autorité pour vendre un navire de haute-mer.

Divulgence de situation financière : Seul l'Office togolais des recettes exige de ses responsables qu'ils établissent une déclaration de leurs actifs et de leurs revenus. Il n'existe aucune disposition dans la Constitution, la loi, les réglementations ou les codes de conduite qui exige des responsables publics élus ou nommés qu'ils présentent une déclaration de revenus ou de situation financière.

Accès public à l'information : Bien que la loi prévoit l'accès du public aux informations détenues par l'administration, celle-ci ne répond pas toujours aux requêtes. Nombre de documents ne sont disponibles qu'au format papier.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Diverses organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont globalement fonctionné sans que les autorités ne restreignent leurs activités ; elles ont mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires concernant les droits de l'homme. Bien qu'ils se soient souvent montrés coopératifs, les représentants de l'État n'ont en général pas été réceptifs aux recommandations des ONG.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Une commission permanente des droits de l'homme existe au sein de l'Assemblée nationale mais elle n'a pas joué un rôle important dans la définition de la politique et n'a pas porté de jugement indépendant. En octobre 2015, le Conseil des ministres a donné compétence au ministère de la Justice sur les questions relatives aux droits de l'homme à l'échelle nationale, mais il n'était pas évident que ce changement s'accompagnait de pouvoirs ou de moyens supplémentaires. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) est l'organe public chargé d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme. Ses représentants se sont rendus dans de nombreuses prisons, ont documenté les conditions carcérales et défendu les droits des prisonniers, surtout ceux nécessitant des soins médicaux en établissement hospitalier. Elle a également dispensé une formation sur la marche à suivre pour préparer et lui présenter des affaires dans le but d'obtenir une enquête et des réparations.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences conjugales/familiales : La loi pénalise le viol, mais il était rarement signalé pour des raisons sociétales, et, dans le cas où il l'était, il était souvent ignoré par les pouvoirs publics. La loi prévoit des peines de cinq à dix ans de prison pour toute personne reconnue coupable de viol, assorties d'amendes allant de deux à dix millions de francs CFA (de 3 405 à 17 024 dollars É.-U.). En cas de condamnation, le viol conjugal est passible de jusqu'à 720 heures de travaux d'intérêt général, plus une amende comprise entre 200 000 et un million de francs CFA (entre 340 et 1 702 dollars É.-U.). La peine prévue est de vingt à trente ans de prison si la victime est un enfant de moins de 14 ans, s'il s'agit d'un viol en bande ou si le viol occasionne une grossesse, une maladie ou une incapacité de plus de six semaines. Malgré la diligence des pouvoirs publics à enquêter sur les cas de viols et à traduire en justice les suspects, les victimes se sont toutefois montrées réticentes à dénoncer les viols en raison de l'opprobre social qui y est lié et de la

peur des représailles. Ni le gouvernement, ni aucun autre groupe n'établissait de statistiques sur les viols et les arrestations pour viol, mais certains observateurs prétendaient qu'il s'agissait d'un problème répandu dans l'ensemble du pays.

La loi n'aborde pas spécifiquement la violence au foyer, qui continuait de toucher de nombreuses femmes. En général, la police n'intervenait pas en cas de situation abusive et beaucoup de femmes ignoraient les mécanismes judiciaires officiels destinés à les en protéger. Malgré l'absence d'efforts de la part de l'administration pour combattre ce problème, plusieurs ONG ont activement sensibilisé les femmes à leurs droits.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E. Cependant, elles étaient habituellement pratiquées quelques mois après la naissance. Selon des données du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de 2015, les MGF/E ont été pratiquées chez 3 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans et sur 1 % de celles âgées de 15 à 19 ans. La forme la plus courante de MGF/E était l'excision.

En cas de condamnation, les peines encourues pour MGF/E étaient de cinq à dix ans de prison assortis d'amendes importantes ; les récidivistes s'exposaient à des peines plus lourdes. Cependant, la loi était rarement appliquée car la plupart des cas se sont produits dans des zones rurales où la connaissance de la loi était limitée, ou parce que, dans certains groupes ethniques, la coutume a souvent pris le pas sur le système judiciaire. Les MGF/E étaient les plus courantes dans les communautés musulmanes isolées de la région Centrale, faiblement peuplée.

L'État a continué à financer l'organisation de séminaires d'éducation contre les MGF/E. Plusieurs ONG nationales, appuyées par des organisations internationales, ont mis en place des campagnes d'information des femmes sur leurs droits et la manière de prendre soin des victimes et ont tenté de proposer d'autres possibilités d'emploi aux anciennes exciseuses.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel a constitué un problème. La loi stipule que le harcèlement est illégal et peut conduire à des poursuites judiciaires, mais elle ne prévoit aucune peine spécifique et elle n'a pas été appliquée par les autorités.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'ils souhaitent, de l'espacement des naissances et du moment pertinent pour en avoir, sans discrimination, coercition ni violence, mais ils ne disposaient

que rarement des informations et des moyens pour ce faire. Les dispensaires et les ONG locales ont diffusé librement les informations concernant la planification familiale sous l'égide du ministère de la Santé. Bien qu'il n'y ait pas de restrictions sur le droit d'accès aux contraceptifs, selon la Division de la Population des Nations Unies pour la population, seulement 21,4 % des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode de contraception moderne en 2015. Les obstacles les plus importants à l'usage de contraceptifs étaient la pauvreté et le manque d'éducation.

Selon des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 2013, environ 60 % des naissances se déroulaient en présence de personnel médical qualifié. Si le gouvernement proposait des césariennes gratuites, il ne fournissait cependant généralement pas de services d'accouchement gratuits et le manque de médecins a amené la plupart des femmes à n'utiliser que les services de sages-femmes formées pour l'accouchement et les soins pré- et postnataux, sauf en cas de complications graves pour la mère ou l'enfant. Toujours selon l'OMS, le taux de mortalité maternelle était de 368 décès pour 100 000 naissances vivantes et le risque de décès maternel d'une femme était d'un sur 58 en 2015. Les causes les plus fréquentes de mortalité maternelle étaient l'hémorragie, les grossesses chez les adolescentes et le manque d'accès à des soins obstétriques qualifiés au cours de l'accouchement.

Discrimination : Bien que la loi stipule l'égalité des hommes et des femmes devant la loi, les femmes ont continué d'être victimes de discrimination en matière d'éducation, de salaires (voir la section 7.d.), de retraite et d'héritage. Dans les zones urbaines, le commerce et les ventes sur les marchés étaient dominés par les femmes et les jeunes filles. Les conditions économiques difficiles dans les zones rurales, où vivait l'essentiel de la population, ne laissaient aux femmes que peu de temps pour d'autres activités que les tâches domestiques et les travaux agricoles. Le droit formel supplante le droit coutumier, mais il reste lent, distant et onéreux ; les femmes vivant en zones rurales étaient donc, dans la pratique, sujettes au droit coutumier.

Il n'existe pas de restrictions concernant la signature de contrats, l'ouverture de comptes bancaires ou la possession de biens par les femmes. Dans le secteur formel, les femmes n'ont pas été victimes de discrimination économique en termes d'accès à l'emploi (voir la section 7.d.), au crédit ou à la gestion d'une entreprise. En vertu du droit coutumier, la femme n'a pas droit à une pension alimentaire pour elle-même ou ses enfants en cas de divorce ou de séparation. Le système judiciaire

formel garantit à une épouse des droits successoraux au décès de son mari. La polygynie était pratiquée et reconnue par les droits formel et coutumier.

Enfants

Enregistrement des naissances : En vertu de la loi, la nationalité s'acquiert soit par la naissance sur le territoire national, soit par la filiation si la naissance est à l'étranger.

Les pouvoirs publics enregistraient environ un enfant sur deux à la naissance, moins cependant dans les zones rurales, principalement en raison du coût et de la difficulté liés à l'enregistrement des naissances pour les familles éloignées des bureaux de l'administration. Outre une campagne de sensibilisation visant à rappeler aux familles rurales l'obligation pour les enfants d'avoir un acte de naissance, les pouvoirs publics ont de temps en temps travaillé conjointement avec des ONG pour organiser la délivrance gratuite d'actes de naissances dans les zones rurales.

Éducation : La scolarisation est obligatoire pour les garçons comme pour les filles jusque l'âge de 15 ans. L'éducation publique est gratuite de la maternelle jusqu'à la fin de l'école primaire. Cependant, les parents sont responsables de l'achat des manuels, fournitures, uniformes, et autres dépenses. L'école primaire s'achève entre 11 et 13 ans. Il y avait pratiquement parité à l'école primaire et en règle générale, garçons et filles étaient traités de la même manière. Les filles avaient plus de chances que les garçons de terminer l'école primaire, mais moins de continuer dans le secondaire.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance d'enfants a constitué un problème répandu. S'il n'existait pas de loi relative aux détournements de mineurs, l'âge minimum de l'activité sexuelle consensuelle est, en vertu de la loi, de 16 ans pour les garçons comme pour les filles. Le gouvernement a poursuivi sa collaboration avec les ONG locales pour organiser des campagnes de sensibilisation du public visant à prévenir l'exploitation des enfants.

Les pouvoirs publics ont maintenu une ligne téléphonique gratuite permettant de dénoncer les cas de maltraitance d'enfants et de demander de l'aide. Ce service fournit également des informations sur les droits des enfants et les procédures judiciaires, ainsi qu'un accès à des assistants sociaux qui peuvent éventuellement intervenir en cas d'urgence. Par ailleurs, le gouvernement a mis en place un

programme scolaire pour éduquer les enfants sur les droits de l'homme et a formé les enseignants sur les droits des enfants en partenariat avec l'UNICEF.

Mariage forcé et mariage précoce : L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les femmes et de 20 ans pour les hommes, mais les mineurs des deux sexes peuvent se marier avec le consentement des parents. Selon un rapport de l'UNICEF de 2015, 25 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans, et 6 % d'entre elles avant l'âge de 15 ans. Cette pratique était en chute ces dernières années. Les taux de mariage de mineurs les plus élevés étaient dans la région des Savanes (61 %), puis dans la région des Plateaux (37 %), suivie des régions de la Kara (36 %), Centrale (31 %) et Maritime (29 %).

Les pouvoirs publics et des ONG ont mis en place toute une série d'actions pour lutter contre le mariage précoce, par le biais surtout de la sensibilisation des dirigeants communautaires et des chefs religieux. Les ministères des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle, l'Éducation, de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, et de la Santé et de la Protection sociale ont dirigé la création du Programme national de lutte contre les grossesses et mariages précoces chez les adolescentes. Plusieurs initiatives visaient à aider les filles à poursuivre leur éducation. Des messages diffusés par les médias, en particulier sur les stations de radio locales, soulignaient l'importance d'éviter les mariages précoces et d'assurer l'éducation des filles.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Veuillez consulter les informations sur les filles de moins de 18 ans dans la section Condition féminine ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle commerciale d'enfants et prévoit des peines d'un à cinq ans de prison et des amendes comprises entre 100 000 et un million de francs CFA (entre 170 et 1 702 dollars É.-U.) En cas de condamnation pour violations concernant des enfants de moins de 15 ans, les peines peuvent aller jusqu'à dix ans de prison. La loi n'était pas appliquée de manière efficace. L'âge minimum de l'activité sexuelle consensuelle est de 16 ans pour les garçons comme pour les filles.

La loi proscrit la pédopornographie et prévoit des peines de cinq à dix ans de prison en cas de condamnation. Cependant, des mineurs ont été sujets à la prostitution. En 2013, dans le cadre de ses efforts pour lutter contre le problème, le

gouvernement a lancé un sondage et une évaluation de rapports concernant le tourisme sexuel pédophile, mais il n'avait pas encore publié de rapports.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Togo n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter l'*Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants) du département d'État à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html.

Antisémitisme

Il n'existait pas de communauté juive connue et il n'a pas été signalé d'actes antisémites.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes atteintes de handicaps physiques, sensoriels ou mentaux ou des personnes souffrant de déficience intellectuelle dans les domaines de l'emploi (voir la section 7.d.), de l'éducation, des transports notamment aériens, de l'accès aux soins de santé, du judiciaire ou de l'obtention d'autres services dispensés par les pouvoirs publics, mais le gouvernement n'a pas fait respecter ces dispositions de manière efficace. La loi n'exige pas un accès facilité aux locaux publics ou privés pour les personnes handicapées, bien que certains bâtiments publics soient équipés de rampes d'accès. Les enfants handicapés étaient scolarisés à tous les niveaux, et certains fréquentaient des écoles spécifiquement adaptées aux enfants handicapés. On ne disposait pas d'informations sur de mauvais traitements éventuels dans ces établissements. Il n'existe pas dans la loi de restriction du droit des personnes handicapées à voter et à participer aux affaires civiles du pays, bien que le manque d'accès aux bâtiments et aux transports constitue des obstacles à ce niveau.

Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, le ministère de la Santé et de la Protection sociale et le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle sont

responsables de la protection des droits des personnes handicapées. Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation a mené des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir l'égalité ; il a également distribué des aliments et des vêtements et a proposé des formations professionnelles à des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Les groupes ethniques du pays, principalement les Kabyè, dominent les services civils et militaires, et ceux du sud, surtout les Éwè, le secteur commercial privé. Cette dominance relative représente une source constante de tensions politiques.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

L'article 392 du Code pénal interdit tout acte « contre nature avec un individu de son sexe », ce qui est généralement interprété comme faisant référence aux relations sexuelles homosexuelles. La loi prévoit qu'une personne jugée coupable d'activité sexuelle homosexuelle consensuelle est passible d'une peine allant d'un à trois ans de prison et d'une amende d'un million à trois millions de francs CFA (entre 1 702 et 5 107 dollars É.-U.), mais elle n'est pas directement appliquée. Dans les cas où la police a arrêté une personne pour avoir pris part à une activité sexuelle homosexuelle consensuelle, l'inculpation était due en général à une autre violation quelconque servant de prétexte à l'arrestation, telle que trouble de l'ordre public ou miction sur la voie publique. Le code des médias interdit toute promotion de l'immoralité. Les personnes LGBTI étaient victimes de discrimination sociétale en matière d'emploi, de logement et d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Les lois relatives à la lutte contre la discrimination ne s'appliquent pas aux personnes LGBTI (voir la section 7.d.). Il n'existe aucune loi permettant aux personnes transgenres de modifier leurs marqueurs de genre sur leurs papiers d'identité officiels.

Un projet de révision du code pénal, débattu par un comité rédactionnel de l'Assemblée nationale en août et septembre 2015, n'a pas modifié l'Article 392. Le projet comprenait un nouveau libellé dans un paragraphe séparé punissant toute personne portant atteinte à la « moralité publique » par parole, écrits, images ou tous autres moyens, et ce, malgré les pressions de la communauté internationale sur le corps législatif pour profiter de la mise à jour globale du code pénal pour éliminer tout langage discriminatoire. Plusieurs groupes LGBTI ont fait savoir haut et fort leur opposition à la révision du code pénal, publiant des communiqués de

presse appelant les législateurs à éliminer l'Article 392. Il n'y a pas eu de représailles explicites contre ces groupes de la part des pouvoirs publics.

Le gouvernement a permis aux groupes LGBTI de s'inscrire auprès du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales dans le domaine de la santé, surtout ceux qui se concentraient sur la prévention du VIH-sida. Selon les activistes, les actes de violence à l'encontre des personnes LGBTI étaient courants, mais la police ignorait les plaintes déposées. La plupart des organisations de défense des droits de l'homme, notamment la CNDH, refusaient de gérer les préoccupations de ces personnes.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes infectées par le VIH-sida et le gouvernement a continué de financer des émissions visant à décourager ce type de discrimination. Toutefois, les personnes touchées par ce fléau ont continué d'être victimes d'une discrimination sociétale considérable à tous les niveaux, signalant par exemple que des membres de leurs familles refusaient de partager des couverts avec elles. L'Enquête démographique et de santé de 2015 n'abordait par la stigmatisation sociale des personnes infectées par le VIH-sida.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La Constitution et la loi autorisent les travailleurs, à l'exception des forces de sécurité (y compris les sapeurs-pompiers et la police), à former des syndicats et à y adhérer et à procéder à des négociations collectives. Une réglementation connexe permet aux travailleurs de former les syndicats qu'ils souhaitent et d'y adhérer. Les travailleurs ont le droit de faire grève, mais les agents de santé peuvent se voir forcés de reprendre le travail pour assurer la sécurité et le bien-être de la population. Bien qu'il n'existe pas dans la loi de disposition protégeant les grévistes de représailles de la part des employeurs, la loi exige de ces derniers qu'ils obtiennent un jugement de l'inspection du travail autorisant tout licenciement avant d'y procéder. En cas de licenciement illégal, notamment pour activité syndicale, les travailleurs doivent être rétablis dans leurs fonctions et compensés pour toute perte de salaire. La loi de création des Zones franches industrielles (ZFI) permet aux travailleurs de celles-ci de former deux syndicats mais exempte les sociétés qui s'y trouvent de fournir aux travailleurs nombre de

protections juridiques, notamment contre la discrimination antisyndicale en matière d'embauche et de licenciement.

La loi reconnaît le droit à la négociation collective. Une convention nationale unique fait l'objet de négociations et de l'approbation par les représentants de l'État, des syndicats et des employeurs et établit une grille nationale des salaires pour tous les travailleurs du secteur formel. Pour les secteurs où l'État n'est pas employeur, il a participé à ce processus en tant que médiateur ouvriers-patrons. En revanche, pour les secteurs où il est largement présent, notamment les entreprises publiques, il agit uniquement en tant qu'employeur et non comme médiateur. Les syndicats individuels pouvaient négocier des accords plus favorables aux travailleurs à travers une convention collective par secteur ou par entreprise.

Dans l'ensemble, le gouvernement a fait appliquer les lois concernant la liberté d'association et le droit de se syndiquer, surtout en dehors des ZFI. Bien que la loi précise que toute violation du droit de grève constitue une infraction pénale, elle ne prévoit cependant pas de peines ou d'amendes spécifiques. Les procédures judiciaires administratives n'étaient pas soumises à de longs retards et appels. Les organisations de travailleurs étaient indépendantes du gouvernement et des partis politiques. Aucun cas n'a été signalé d'employeurs qui refusaient de négocier, qui négociaient avec des syndicats qui n'avaient pas été choisis par les travailleurs ou qui avaient recours à certaines manœuvres (sous-traitance ou contrats de courte durée, par exemple) pour éviter d'engager des travailleurs ayant droit aux conventions collectives. Il n'a pas été fait état de discrimination antisyndicale ou d'ingérence des employeurs dans les affaires syndicales. Les dirigeants syndicaux n'étaient pas sujets à des menaces et des actes violents de la part des employeurs.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, mais le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi dans les faits. Les enquêtes étaient rares car les enquêteurs n'étaient pas remboursés de leurs frais de déplacement et d'hébergement. Les sanctions prévues en cas de condamnation pour violations, notamment des peines légères allant de six mois à deux ans de prison pour traite d'enfants de moins de 18 ans, n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Des cas de travail forcé se sont produits. Des employeurs ont soumis des enfants au travail forcé sur les plantations de café, de cacao et de coton, dans les carrières et dans les secteurs du travail domestique, de la vente des rues et de la mendicité.

Certains ont exploité des hommes pour le travail forcé dans le secteur agricole et des femmes dans ceux du travail domestique et de la prostitution forcée à l'étranger.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit l'emploi des enfants de moins de 15 ans dans toute entreprise et tout type d'emploi, ainsi que le travail de nuit des enfants de moins de 18 ans. Par ailleurs, elle exige un temps de repos quotidien d'au moins 12 heures pour tous les enfants qui travaillent. Elle ne précise pas de sanctions en cas de violation. L'âge minimum d'admission à l'emploi pour les travaux dangereux, comme certains types d'emplois industriels et techniques, est de 18 ans, avec deux exceptions cependant pour les enfants de 16 et 17 ans. La loi interdit le travail des enfants sous ses pires formes, notamment la traite des enfants, la prostitution et la pornographie infantiles et l'utilisation des enfants dans les conflits armés. Elle autorise cependant l'emploi d'enfants âgés de 16 ans et plus dans d'autres secteurs susceptibles de porter atteinte à leur santé, leur sécurité ou leurs mœurs.

Il incombe au ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative de faire appliquer l'interdiction contre les pires formes de travail des enfants. Le ministère a financé un centre d'accueil des enfants abandonnés et collaboré avec des ONG pour lutter contre la traite des enfants. Il a organisé régulièrement des ateliers en collaboration avec l'UNICEF, l'Organisation internationale du travail, des ONG, des syndicats, la police, les services douaniers et d'autres partenaires pour sensibiliser la population sur le travail des enfants en général, et le travail forcé en particulier.

Le gouvernement n'a pas assuré l'application efficace de la législation sur le travail des enfants. Les sanctions juridiques prévues pour les violations n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les inspecteurs du ministère n'ont fait respecter ces conditions d'âge que dans le secteur formel en milieu urbain.

Le travail des enfants a constitué un problème. Selon un rapport de l'UNICEF de 2015, 28 % des enfants âgés de 5 à 14 ans travaillaient à plein temps. Certains commençaient à travailler à l'âge de 5 ans et rataient souvent une grande partie de leur année scolaire. Des enfants travaillaient dans les zones rurales comme urbaines, principalement dans les exploitations agricoles familiales et dans le petit

commerce et comme porteurs ou domestiques. Dans certains cas, ils travaillaient dans des usines. Dans le secteur agricole, ils aidaient leurs parents à la récolte du coton, du cacao et du café et participaient à la production agricole pour la consommation familiale, telle que celle de haricots et de maïs.

Les travaux dans les carrières constituaient l'activité la plus dangereuse pour les enfants. Ils y aidaient leurs parents à briser des pierres à la main et transportaient des seaux de gravier sur la tête. Ces travaux n'étaient pas approuvés par les pouvoirs publics et ne s'effectuaient que dans de petites carrières privées. Des ONG locales de bonne réputation ont signalé que la majorité des enfants qui y travaillaient n'exerçaient cette activité que le week-end ou pendant leurs vacances, mais que certains abandonnaient l'école pour y travailler à temps plein.

Dans les zones urbaines et rurales, surtout dans les secteurs agricole et du petit commerce, de très jeunes enfants aidaient souvent les membres de leur famille à accomplir leurs travaux. Dans les zones rurales, les parents ont parfois envoyé de jeunes enfants dans d'autres foyers pour servir comme domestiques, moyennant un paiement unique d'un montant aussi bas que 12 500 à 17 500 francs CFA (21 à 30 dollars É.-U.).

Des enfants étaient parfois soumis au travail forcé, surtout comme domestiques, porteurs et vendeurs ambulants. Ils étaient également forcés à mendier. Des enfants ont été victimes de la traite et plongés dans la servitude pour dette (voir la section 7.b. pour d'autres secteurs). Des cas d'exploitation sexuelle d'enfants se sont produits (voir la section 6, Enfants).

Veillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi interdit la discrimination en termes d'emploi et de profession fondée sur la race, le sexe, le handicap, la citoyenneté, l'origine nationale, l'opinion politique et la langue, mais pas spécifiquement sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la séropositivité au VIH ou la présence d'autres maladies transmissibles. Des annonces précisant le sexe et l'âge des candidats ou exigeant leur photo comptaient parmi les exemples de discrimination à l'embauche. Les travailleurs migrants jouissent des mêmes protections juridiques et ont droit aux mêmes salaires et aux mêmes conditions de travail que les citoyens togolais. Les sanctions prévues en cas

de violations comprennent jusqu'à un million de francs CFA (1 702 dollars É.-U.) d'amende et jusqu'à six mois de prison.

Le gouvernement n'a généralement pas appliqué la loi de manière efficace. Il y a eu des cas de discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi et de profession (voir la section 6, Condition féminine). Bien que la loi exige l'application du principe « à travail égal, salaire égal », indifféremment du sexe, cette disposition n'a généralement été respectée que dans le secteur formel.

En vertu du droit coutumier, qui s'applique à la grande majorité des femmes, un mari peut légalement restreindre la liberté de sa femme à travailler et contrôler ses revenus.

Il n'existait pas de discrimination officielle déclarée à l'égard des personnes handicapées, certaines d'entre elles occupant des postes publics, mais la discrimination sociale dont elles étaient victimes constituait un véritable problème. Il y a aussi eu discrimination contre les travailleurs migrants.

e. Conditions de travail acceptables

La convention nationale de négociation collective fixe les salaires minimums pour les différentes catégories de main-d'œuvre, depuis les postes non qualifiés jusqu'aux postes des cadres professionnels. Le salaire minimum s'élevait à 35 000 francs CFA (60 dollars É.-U.) par mois. Le gouvernement fixait le seuil de pauvreté au niveau internationalement reconnu de 1,25 dollars É.-U. par jour (734 francs CFA), équivalant à 38 dollars É.U. par mois (22 321 francs CFA).

Les heures de travail pour tous les employés dans toute entreprise ne doivent normalement pas dépasser 40 heures par semaine, sauf pour le secteur agricole. Il faut obligatoirement au moins 24 heures de repos par semaine et les congés payés sont normalement de 30 jours par an. Les heures de travail pour les employés du secteur agricole ne doivent pas dépasser 2 400 heures par an (soit 46 heures par semaine). La loi exige le paiement des heures supplémentaires et prévoit des restrictions sur les heures supplémentaires excessives. La convention collective interprofessionnelle fixe les taux minimaux pour les heures supplémentaires à 120 % du salaire de base pour les huit premières heures ; ils passent à 140 % l'heure après huit heures et à 165 % pour le travail de nuit, le dimanche et les jours fériés et sont doublés pour le travail de nuit le dimanche et les jours fériés. Toutefois, ces règles étaient rarement respectées dans le secteur privé.

Le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative est chargé de faire respecter toutes les lois du travail, surtout dans le secteur privé formel. Il disposait de 109 inspecteurs du travail pour l'ensemble du pays, ce qui était insuffisant pour faire respecter la loi dans la pratique.

Un comité consultatif technique, créé au sein du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, définit des normes de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Il peut faire payer des amendes aux employeurs qui ne respectent pas ces normes, et les travailleurs ont le droit de porter plainte sans crainte de représailles auprès des inspecteurs du travail pour conditions insalubres ou dangereuses. En général, les sanctions pour infractions étaient faibles, et rien n'indiquait qu'elles étaient suffisamment sévères pour avoir un effet dissuasif. Les lois du travail garantissent également la protection des travailleurs étrangers en situation régulière. Elles ne couvrent pas les travailleurs du secteur informel et des ZFI, qui représentaient une partie importante de l'économie ni déclarée, ni contribuable. Selon la Délégation à l'organisation du secteur informel, organisme public, le secteur informel, tant urbain que rural, est responsable de 80 % de l'activité économique du pays, définie comme activité génératrice de revenu produisant des biens et des services mais ni soumise à l'impôt, ni réglementée par les pouvoirs publics.

Il existe un plan d'assurance-maladie pour les employés du secteur public. La loi oblige les grandes entreprises à mettre des services médicaux à la disposition de leurs employés ; si, en général, elles se sont efforcées de respecter les règles de santé et de sécurité sur le lieu de travail, cela a rarement été le cas pour les petites sociétés. Une fois par an, la Caisse nationale de sécurité sociale transmet des statistiques sur les accidents et décès sur les lieux de travail au ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi dans les faits, et les employeurs du secteur formel ont souvent ignoré la législation en vigueur. Les employeurs payaient souvent des salaires inférieurs au salaire minimum, surtout aux travailleurs non qualifiés et le gouvernement ne disposait pas des moyens nécessaires pour enquêter sur les violations et en punir les responsables. Nombreux sont les travailleurs qui ont complété leurs revenus par un second emploi ou une agriculture de subsistance.

Les travailleurs peuvent légalement se soustraire à une situation qui présente un danger pour leur santé ou pour leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi, mais les autorités n'ont pas protégé efficacement les employés dans de tels cas. Il

s'est produit des accidents industriels, notamment une explosion en juin 2015 dans une usine de ciment de Tabligbo qui a fait six victimes. En octobre 2015, le ministère de la Justice a engagé des poursuites pour homicide involontaire contre le directeur de l'usine et, le 6 octobre de l'année visée par le présent rapport, a condamné la société à verser 279 millions de francs CFA (475 000 dollars É.-U.) aux familles de cinq employés décédés ainsi que deux millions de francs CFA (3 400 dollars É.-U.) de dommages-intérêts, et le directeur d'exploitation à huit mois de prison avec sursis. La Confédération syndicale internationale a également signalé des violations des normes de santé et de sécurité dans les ZFI.